

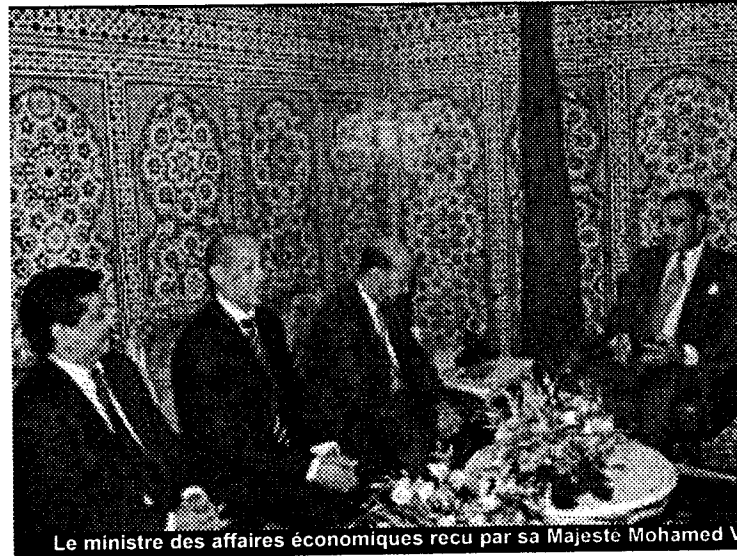
## NOUAKCHOTT INFO

Offensive diplomatique du CMJD :

**Au-delà de la reconnaissance,  
rétablir la confiance**

*En ce siècle de démocratie, de pluralisme, de bonne gouvernance, où même les " putschs électoraux ne son pas tolérés, gérer un coup d'Etat militaire est un exercice hautement compliqué. C'est pourquoi les émissaires du Conseil militaire pour la justice et la démocratie (CMJD), sillonnent les pays des sous-régions Maghreb et Afrique de l'Ouest, pour expliquer les motivations du coup d'Etat du 3 août.*

**L**e ministre des Finances, Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidya, est arrivé à Alger mardi, porteur d'un message du président du CMJD, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall, au président Abdel Aziz Boutéflika. Le ministre de la Justice, Mahfoudh Ould Bettah, a été reçu en audience mardi par le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade, un déplacement qui était prévu avant les dernières tractations au sein de l'opposition extérieure mauritanienne qui ont eu pour cadre la capitale du Sénégal, selon certaines sources. Le ministre de la



Le ministre des affaires économiques reçu par sa Majeste Mohamed VI

Communication, Cheikh Ould Ebbe, était également chez le guide libyen, Mouammar Kadhafi, mardi, pour lui transmettre un message des nouvelles autorités.

Le président sud-africain, Thabo Mbeki, a également reçu mardi un émissaire du CMJD en la personne du ministre de l'Équipement et des Transports, Ba Ibrahima Demba.

Le roi Mohamed VI du Maroc, avait reçu, le lundi 15 août, un émissaire des nouvelles autorités de Nouakchott, en la personne de M Mohamed Ould El Abed le ministre des Affaires économiques et du Développement.

A Alger, Abdellahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya a ainsi été chargé d'expliquer au chef de l'Etat algérien la situation qui prévaut à Nouakchott après le putsch. A son arrivée à l'aéroport d'Alger, l'envoyé spécial a déclaré que "la situation en Mauritanie est normale". Il a tenu à expliquer "qu'il existe un consensus national autour du changement qui était intervenu tout dernièrement et le CMJD tiendra les engagements qu'il a pris devant le peuple mauritanien et devant la communauté internationale".

Ould Cheikh Sidiya a été reçu plus tard par le président Bouteflika. Bien que rien n'ait filtré sur les discussions entre le chef de l'Etat algérien et l'envoyé spécial du président du CMJD, il est clair que les putschistes mauritaniens sont à la recherche d'une compréhension des autorités algériennes. La situation est d'autant plus gênante pour un pays comme l'Algérie dont l'influence au sein de l'Afrique est grande. Et pour cause. Etant membre de l'Union africaine, tout autant que les pays maghré-

bins, elle est tenue d'en respecter les principes notamment celui consacrant le rejet par l'Afrique de coups d'Etat et les dispositions qu'elle a prises à propos des changements anticonstitutionnels. Pour rappel, l'UA avait tout de suite envoyé une délégation africaine en Mauritanie pour s'enquérir de la situation après le putsch. Il en a été de même de la part de l'Union du Maghreb arabe. Les deux entités, en particulier l'UA, ont exigé du CMJD de faire revenir le pays à une situation normale dans de brefs délais. Il lui a été demandé de respecter les engagements qu'il avait pris au lendemain de sa prise du pouvoir.

Cette offensive diplomatique tous azimuts, peut paraître excessive au yeux de l'opinion publique nationale. Dans les salons de Nouakchott, beaucoup de citoyens se disent : " puisque nous sommes satisfaits du changement, pourquoi, aller l'expliquer et se justifier partout ? " Même avec la quasi unanimité de l'approbation du changement de régime par les adversaires et partisans de

président déchu, vu de l'extérieur, il n'y a pas de " bon coup d'Etat." C'est pourquoi, au-delà de la reconnaissance politique des pays voisins et amis, le CMJD cherche à renouer la confiance dont jouissait la Mauritanie avant le 03 Août. Il ne s'agit donc pas seulement d'aller demander une reconnaissance formelle, diplomatique mais de convaincre nos partenaires " à continuer à faire ce qu'il faisait avec nous avant." cette tâche est d'autant plus difficile que la réputation de " havre de stabilité " de la Mauritanie a commencé à battre de l'ail avant le trois Août. En effet, le coup d'Etat du 08 juin 2003 avec deux jours de non puissance publique, le " Grab I " de novembre de la même année, les " tentatives " d'août 2004 avec caches et camions bourrés d'armes, le " péril terroriste ", l'attaque de Lemgheity... Tous ces événements ont conduit certains observateurs à penser que la Mauritanie est " un pays fragile pouvant basculer à tout moment." " Le dialogue où le chaos " brandi par l'UFP pour amener la classe poli-

tique autour d'une table, participait de cet atmosphère de " catastrophe imminente " qui fait qu'un pays ne suscite pas la confiance. Mais, avec le verdict du procès des putschistes du 08 juin qualifié de clément par une grande partie de la classe politique et le début de dialogue à travers le Forum sur les valeurs démocratique et la citoyenneté, le pays a semblé retrouver une certaine sérénité. C'est pourquoi, la prise du pouvoir par les armes du trois Août, même si " elle est libératrice pour beaucoup de mauritaniens " peut, aux yeux des pays étrangers et des bailleurs de fonds, apparaître comme la confirmation de " l'instabilité chronique " de notre pays. C'est sûrement pour effacer cette perception pouvant, au-delà des reconnaissances diplomatiques, avoir de graves incidences économiques et sociales que nos ministres courent les pays.

Le programme des nouvelles autorités, rétablir la confiance des partenaires au développement, des bailleurs de fonds et des pays amis, réviser la Constitution, organiser les

élections...est-il réalisable en deux ans ? La suspension de la Mauritanie de l'Union Africaine après le 03 Août ne sera levée qu'après "le retour à la légalité constitutionnelle." Autrement dit après des élections libres et transparentes. Et, la levée de cette suspension sera un signal fort de " retour à la normalité " adressé au monde entier. Mais, sur le plan intérieur, un rapprochement de la date des élections, supposerait le renvoi du règlement de certains problèmes politiques, hérités de la période Taya, à plus tard. Si une partie de la classe politique, comme l'APP fait du règlement de ces problèmes " un gage de volonté de rupture du CMJD d'avec l'ancien régime " d'autres, comme le PCD, fraîchement reconnu demande " la réduction de la période de transition pour éviter au peuple Mauritanien les effets pervers d'un long isolement international."

**KHALILOU DIAGANA**